



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ORIENTALES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction des collectivités et de la légalité  
Bureau du contrôle de légalité,  
de l'urbanisme et de l'environnement

Perpignan, le 9 décembre 2022

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° PREF/DCL/BCLUE/2022-343-0003**

abrogeant l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° PREF/DCL/BCLUE/2022080-0001 du  
21 mars 2022

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

**VU** le code de l'environnement ;

**VU** le code des relations entre le public et l'administration, notamment son article L 243-1

**VU** l'arrêté préfectoral n° 1008/2006 du 10 mars 2006 autorisant la société CFF Recycling SOPER à poursuivre l'exploitation d'une unité de récupération et de valorisation des métaux ferreux et non ferreux, de papiers et cartons, et de déchets industriels banals sur le territoire de la commune de Perpignan, modifié ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCLUE/2022080-0001 du 21 mars 2022 mettant en demeure la société PURFER de respecter plusieurs prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 1008/2006 du 10 mars 2006 autorisant la société CFF Recycling SOPER à poursuivre l'exploitation d'une unité de récupération et de valorisation des métaux ferreux et non ferreux, de papiers et cartons, et de déchets industriels banals sur le territoire de la commune de Perpignan, modifié ;

**VU** le rapport n° 2022-186-PR/EX du 16 novembre 2022 établi par l'inspection des installations classées, à l'issue de son contrôle du 26 octobre 2022 dans l'établissement PURFER à Perpignan ;

**VU** la demande d'abrogation de l'arrêté de mise en demeure du 21 mars 2022 formulée par la société PURFER à l'issue de l'inspection du 26 octobre 2022 ;

**Considérant** que lors de son contrôle du 26 octobre 2022, l'inspection des installations classées a constaté que la société PURFER avait respecté les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 mars 2022, susvisé ;

**Considérant** que l'article L 243-1 du code des relations entre le public et l'administration stipule qu'un acte réglementaire ou un acte non-réglementaire non-créditeur de droits peut, pour tout motif et sans conditions de délais, être modifié ou abrogé ;

**SUR** proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>**

L'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCLUE/2022080-0001 du 21 mars 2022 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 - EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le maire de la commune de Perpignan, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont une copie sera adressée :

- au maire de la commune de Perpignan ;
- à la société PURFER ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,

  
Yohann MARCON